Arrogante, insignifiante et perdante : l’Union européenne !

Le 11-04-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Dessin de Miss Lilou - https://dessinsmisslilou.over-blog.com/

Par Joël Perichaud, Secrétaire nationale du Pardem aux relations internationales

Alors que l'Union européenne, dont la France macronienne, et la Grande-Bretagne sont en pleine effervescence, exprimant un soutien inconditionnel à l'Ukraine de Zelensky et poussant cette dernière à poursuivre le combat jusqu'à son dernier soldat, la « crise ukrainienne » n'est plus au cœur du dialogue entre la Russie et les États-Unis. Elle n'est plus qu'une question parmi d'autres (peut-être pas la plus importante) dans la discussion stratégique entre la Russie et les États-unis. Cette discussion exclut l'Union européenne (UE) des négociations. Naturellement, les dirigeants « européens » s'en indignent et en attribuent la faute au changement radical de politique entrepris par Trump et son équipe.

L'attitude étasunienne à l'égard de l'Union européenne n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit même dans la continuité de l'administration Obama. C'est la secrétaire d'État adjointe, Victoria Nuland, qui l'a exprimée d'une manière concise, précise et percutante en 2014. Lors d'une conversation téléphonique avec Geoffrey Pyatt, l'ambassadeur des États-Unis à Kiev, Nuland a rejeté les

préoccupations de l'UE, soulevées par l'ambassadeur, d'un retentissant « Fuck the UE » (j'emmerde l'UE)... Les représentants de Trump se sont montrés plus gracieux et plus diplomates… La continuité de la politique étasunienne vis-à-vis de l'UE montre, s'il en était encore besoin, la dépendance génétique de cette dernière à l'égard de son créateur, les États-Unis. La crise en Ukraine a été déclenchée par les événements de Maïdan, fomentés avec la participation active de Mme Nuland, qui a déclaré que les États-Unis avaient dépensé 5 milliards de dollars pour que la classe dirigeante ukrainienne rompe avec la Russie et la neutralité et se tourne vers l'UE et l'OTAN. L'UE, ses gouvernements affidés et chiens de garde (leurs médias entre autres) ont soutenu la politique américaine et ont diabolisé la Russie et son Président. Rappelez-vous : les Russes ont été exclus de la plupart des événements sportifs internationaux, des festivals de cinéma, des conférences scientifiques ; les artistes russes ont été déprogrammés, les auteurs classiques russes ont été bannis des bibliothèques, les médias russes Russia Today (RT) et Sputnik ont même été interdits de diffusion par l'UE au nom de la liberté… Bref, depuis des années, les médias ne publient rien de positif ou même d'objectif sur la Russie. Au contraire, la « russophobie » et la « russophrénie » (croyance que la Russie est « en même temps » comme dit l'autre, sur le point de s'effondrer et de conquérir l'UE et le monde) s'enflamment des deux côtés de l'Atlantique. Cette vision de la Russie, irrationnelle, fantasmée et surtout mensongère, a fait son chemin dans les « opinions publiques » occidentales.
La politique de l'UE à l'égard de la Russie a largement dégénéré en menaces et insultes. Elles sont exprimées par la pseudo-diplomate en chef de l'UE, l'Estonienne Kaja Kallas, qui rejette toute approche diplomatique à l'égard de la Russie. Macron et Bayrou, ne craignant pas le ridicule, nous ont même promis un « manuel de survie » pour survivre à une guerre. Ursula von der Leyen s'est engagée à réarmer l'Europe avec 800 milliards d'euros.
Au lieu d'une évaluation réaliste du contexte international, la rhétorique guerrière et la posture moralisatrice sont les seules et pathétiques politiques de l'UE. L'idée absurde et mort-née d'envoyer des « soldats européens » en Ukraine (l'UE n'ayant pas les ressources pour affronter la Russie) a été remplacée par une « coalition de volontaires » (terme qui rappelle la débâcle de l'Occident en Irak), qui dépend de l'appui américain… que les États-Unis ont refusé de fournir. Bref, l'UE est déterminée à saper le processus de paix actuel en Ukraine en encourageant Zelensky à l'intransigeance et en formulant des exigences irréalistes qui ignorent les réalités militaires et politiques.

La dictature de la minorité

Alors que au moins 60 % de la population des pays membres de l'UE souhaitent la paix et une solution négociée au conflit, cette écrasante majorité qui représente 270 millions de personnes, est réduite au silence. Tandis que les institutions européennes, ses gouvernements affidés et les médias aux ordres privilégient une logique de guerre, ignorant délibérément les alternatives diplomatiques. En France, cette dictature de la minorité est flagrante. Selon un sondage publié le 12 mars 2025 par France-Soir, seuls 14 % des Français souhaitent une augmentation de l'aide à l'Ukraine, 89 % souhaitent une négociation rapide d'un règlement de paix en Ukraine, 52 % soutiennent des négociations directes entre les États-Unis et la Russie. Pourtant, la macronie agite toujours la peur de la Russie pour imposer ses décisions de poursuivre les livraisons d'armes sans consultation parlementaire ni référendum. Mais, au fait, dans une « démocratie », qui doit décider du sort d'un conflit et de la vie de tout un peuple ?

Une majorité anti-guerre offre de nouvelles perspectives de luttes et de victoires. Les forces populaires doivent s'orienter vers l'action et la convergence avec d'autres forces, qu'elles soient pacifistes, humanistes, anti-UE, anti-néolibérales et/ou véritablement démocratiques. Il est de la responsabilité des partis, des organisations et des mouvements politiques, des syndicats, des

associations, des militants et des individus de créer un grand mouvement pour la paix.
Car il faut choisir : servir la minorité ou défendre la majorité !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire